

ARRETE MUNICIPAL
portant délégation de fonctions

Le Maire de la Ville d'Annemasse,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-18, aux termes duquel le maire, seul chargé de l'administration, peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal,

**Secrétariat de la Direction Générale
des Services**
PRESS/SDG/VL/681720

Affaire suivie par : Viviane LAVY

Objet : Délégation de fonctions
accordée à Monsieur Nicolas LEBEAU-
GUILLOT, Conseiller municipal, en charge
de la transition énergétique

Vu la délibération du 28 mai 2020 portant élection du maire,

Vu les délibérations du 28 mai 2020, du 13 octobre et du 16 novembre 2022 portant élection des adjoints,

Vu les arrêtés portant délégation de fonctions aux adjoints au maire,

VU l'arrêté DG/SDG/VL/606682 du 09 juin 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Nicolas LEBEAU-GUILLOT,

Considérant que l'administration communale exige le recours à la technique de la délégation de fonctions,

ARRETE

ARTICLE 1 - Délégation de fonctions assortie d'une délégation de signature est accordée à Monsieur Nicolas LEBEAU-GUILLOT, Conseiller municipal, pour remplir les missions concernant :

- la transition énergétique,

y compris la signature des lettres de commande, la réalisation des engagements de dépenses et, le cas échéant, la certification des factures portant sur la thématique déléguée.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas LEBEAU-GUILLOT, Madame Mylène SAILLET, Adjointe au Maire, bénéficiera de la délégation de fonctions assortie d'une délégation de signature pour la thématique mentionnée à l'article 1.

ARTICLE 3 - La présente délégation de fonctions est conférée à Monsieur Nicolas LEBEAU-GUILLOT pour la durée du mandat.

ARTICLE 4 - Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la mairie et publié dans les conditions légales.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté, qui abroge et remplace l'arrêté DG/SDG/VL/606682 en date du 09 juin 2020, peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.



Le Maire certifie le caractère exécutoire des présentes par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité :

- transmission en Sous-Préfecture de Saint-Julien-en-Genevois le
- réception du bordereau d'acquittement le
- publication électronique ou notification le

29 NOV. 2022

29 NOV. 2022

01 DEC. 2022

Annemasse, le 28 novembre 2022

Le Maire,

Christian DUPESSEY

Notifié le
Signature,

Nicolas LEBEAU-GUILLOT



Notifié le 28 NOV. 2022
Signature,

Mylène SAILLET

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Saillet M", is written over the date and signature label.